

Non à une école «low cost»!

L'invitée

Marie-José Andres
Enseignante
à Meyrin



Je suis enseignante primaire depuis vingt-six ans. J'ai toujours été membre de la Société pédagogique genevoise, même si pendant vingt-trois ans, je n'ai pas participé à la vie du syndicat. C'est, paradoxalement, l'action de Monsieur Beer, socialiste, ancien syndicaliste, qui m'a incité à m'impliquer plus activement dans cette association.

Depuis que M. Beer dirige le Département de l'instruction publique (DIP), les moyens octroyés à l'école primaire en postes d'enseignement ont fondu comme neige au soleil alors que le nombre d'élèves augmentait.

Les heures d'ECSP (enseignants chargés de soutien pédagogique) dont nous disposons ne permettent plus de mettre en place un appui digne de ce nom; nous pratiquons l'homéopathie.

Les postes de maîtres spécialistes qui offrent un enseignement riche dans les domaines artistiques et sportifs ont, eux aussi, subi une cure d'amaigrissement. Certaines leçons (arts visuels) se donnent en demi-classe par le maître spécialiste.

Pendant ce temps, le titulaire travaille avec l'autre demi-classe, ce qui lui permet de différencier son enseignement en fonction des besoins de chacun, de mettre en place des expériences de sciences, des recherches en mathématiques ou l'élaboration de certains projets d'écriture en français. Ces activités ne peuvent pas être menées en classe entière, beaucoup d'élèves passeraient à côté de ces enseignements car ils nécessitent un accompagnement quasi individuel. C'est cela le co-

enseignement! Il ne s'agit pas pour les enseignants d'en faire moins, au contraire, ces leçons sont intenses et efficaces.

Que propose M. Beer à nos élèves? Quatre périodes en plus par semaine... Il troque 28 périodes hebdomadaires dans des conditions déjà bien amoindries contre 32 essentiellement en classe entière avec encore moins de moyens.

«Depuis que M. Beer est au DIP, les moyens octroyés à l'école primaire en postes d'enseignement ont fondu comme neige au soleil»

Ce seront évidemment les élèves en difficulté qui en pâtiront. Il confond la quantité avec la qualité. C'est une école au rabais! Cependant, elle coûtera plus cher au contribuable, même si les prestations aux élèves seront diminuées et l'enseignement appauvri. Ses décisions sont toujours allées dans ce sens, avec la nomination des 98 directeurs et de leur secrétaire, par exemple.

Il ne suffit pas d'énoncer de belles idées comme «les mesures d'accompagnement» sans ajouter des moyens, voire en les diminuant, pour améliorer la réussite de nos élèves. On ne peut pas toujours faire mieux avec moins. Les systèmes D, l'énergie, la conviction et l'investissement, nous les fournissons, à notre ministre de nous donner des moyens.

Mes élèves et les conditions d'apprentissage qui leur sont proposées sont et resteront mes préoccupations essentielles et non un corporatisme aveugle dont le conseiller d'Etat veut affubler le corps enseignant.